

COLLOQUE UCFF/FNB - EUROFOREST

19 JUIN 2010

« Les besoins en bois de l'industrie du sciage résineux et
nécessité de relancer le reboisement »

Résumé de l'atelier de discussions et conclusions

Jean-Charles BASTIEN (INRA) :

Les variétés améliorées ne coûtent pas chères au regard des gains qu'elles procurent. De part leurs variétés génétiques, elles permettent de s'adapter plus rapidement qu'une régénération naturelle à des changements climatiques.

Cyrille DUCRET (Groupe DUCRET) :

Dans le département de l'Ain, les scieurs se sont unis aux collectivités locales pour aider le reboisement, et cela marche. Aide 60 % avec un plafond limité à 4.000 €/ha. Il faut produire du bois et non de la ronce ! Il s'agit d'un cofinancement scieurs et collectivités locales. Condition avoir un document de gestion durable.

Pierre-Olivier DREGE (Directeur Général de l'ONF) :

Il y a une évolution vers la non gestion si :

- les contraintes de la production ne sont pas prises en compte (il faut continuer à investir en routes forestières, et pour la montagne dans le débardage par câble) ;
- avoir des prix rémunérateurs ;
- faire baisser les coûts de mobilisation.

Il faut préparer l'avenir : le glissement actuel vers la régénération naturelle et le feuillu n'est pas à l'écoute du marché qui demande du résineux. Le Grenelle de l'environnement donne une nouvelle légitimité aux reboisements (il faut produire plus de bois).

Marc d'USSEL (Propriétaire forestier en Corrèze) :

Je gère ma forêt de 92 ha depuis 45 ans. Elle est dans la famille depuis 1805. La forêt est située autour de ma maison. Les travaux d'entretien sont dévoreurs de temps. Je les fais moi-même. Je marque moi-même mes éclaircies. Les bois sont mis en marché par ma coopérative (CFBL). La régénération naturelle est favorisée, et est complétée par plantation. En moyenne depuis l'origine, la forêt me rapporte 20.000 €/an.

Lionel SAY (Directeur Général de CFBL) :

Quel est le rôle d'une coopérative ? Faire en sorte que les propriétés forestières de nos adhérents soient rentables. Cela implique quelques postulats : Etre à l'écoute du marché, d'où notre collaboration avec nos clients, et ce colloque. Cela veut dire être capable de servir ce marché, donc produire pour ce marché.

Je suis sidéré des investissements en cours et des dernières années des scieries. Les scieurs de résineux ne seront plus en retard par rapport aux scandinaves. C'est un message d'espoir pour les propriétaires. Les scieurs croient au développement du marché, sinon ils n'auraient pas investi. On doit suivre ce marché et produire pour ce marché donc planter.

Jean Claude SEVE (PDG du groupe MONNET SEVE) :

Quelle est la demande du marché ? Éviter les gros bois avec des gros nœuds. Je vous invite à visiter nos usines de façon à ce que vous compreniez nos besoins : apprécier la qualité, le séchage, le diamètre des nœuds. Autrefois, on plantait, il y avait une culture de la plantation qui s'est perdue et qu'il faut retrouver. Pour faire du bois de qualité avec des petits nœuds, il faut augmenter les densités de plantation.

Guy SANCEY (Directeur division semence d'arbres Vilmorin, GIE Semences forestières améliorées entre ONF et Vilmorin) :

Il faut mettre en place de nouveaux vergers à graine pour répondre aux besoins des industriels et financer la recherche génétique sur le Douglas. Il existe un potentiel génétique extrêmement important à exploiter.

Jean-Michel MERIAUX, DRAF Bourgogne :

Un trou de production est inéducable en Bourgogne. Ce trou sera plus grave encore si de nouvelles capacités de sciage voient le jour. Il faut arriver à étaler les classes d'âge pour répartir sur le temps la coupe des Douglas.

Lionel SAY (Directeur Général de CFBL) :

La vraie question n'est pas de gérer la pénurie, mais de faire en sorte que les forêts soient rentables. Il ne faut pas étaler, mais planter. N'ayons pas peur d'enrésiner de mauvais taillis qui ne rapportent plus rien à l'homme depuis bien longtemps, bien sûr, en prenant en compte les éléments environnementaux. Revendiquons notre rôle de producteur forestier.

Laurent DENORMANDIE (Président de la Fédération Nationale du Bois) :

En aucun cas, il ne faut gérer la pénurie ! Il faut accompagner la demande du marché. Des efforts considérables ont été fait pour montrer l'intérêt écologique du bois dans la construction. La demande est là. Il faut la suivre. Il faut planter maintenant. La réponse des plantations est très rapide : dès 20 ans, une plantation de Douglas donne ses premiers produits en petit bois rond pour l'industrie. Ce que nous attendons de vous, c'est de trouver les moyens de relancer les plantations.

Luc BOUVAREL (Directeur Général du Syndicat des Forestiers Privés de France) :

Il faut trouver le moyen de stimuler les propriétaires pour planter. Une étude montre que le propriétaire forestier n'est pas très motivé pour faire des investissements dans des travaux. Nous travaillons sur le carbone qui pourrait devenir une source de financement pour les propriétaires.

Pierre-Olivier DREGE (Directeur Général de l'ONF) :

Face à l'émergence d'une demande qui va légitimer l'emploi du bois, n'envisageons pas de gérer la pénurie. Il faut assumer le risque d'un excès de la demande par rapport à l'offre. Il s'agit de transformer des taillis appauvris, des mauvaises futaies de feuillus en plantation résineuse, alors qu'à la suite d'un effet de mode, il y a une volonté de maintenir le feuillu.

Stéphane VIEBAN (Directeur FORESTARN) :

La suppression du FFN est vivement regrettable pour le financement des reboisements. Le propriétaire n'a plus d'outils pour financer ses reboisements ; Il faut à l'image de ce qui se fait dans l'Ain, trouver une solution pour remotiver les propriétaires.

Charles DEREIX (Directeur Général de la Fédération Nationale des Communes Forestières) :

Il faut se retrouver tous ensembles (propriétaires, élus, scieurs) pour trouver une solution pour financer ces investissements. Il faudra aussi des aides des collectivités locales. Mais puisque l'Etat a une grande ambition pour la forêt, l'Etat ne peut être absent. Si on appliquait le rapport Puech qui prévoyait un fonds de rénovation pour la forêt ? La piste du carbone est à explorer également pour financer les investissements en plantation.

X... (?) :

On a parlé du FFN, mais la CVO pourrait elle être mobilisée pour cela ?

Laurent DENORMANDIE (Président de la Fédération Nationale du Bois) :

Je réponds en qualité de vice-président de France Bois Forêt. La CVO est un tout petit budget. Son objectif est essentiellement de persuader d'utiliser du bois. La plantation dépasse nos moyens collectifs. Il faut trouver un financement au-delà de la filière de manière à ne pas introduire une taxe qui rendrait nos entreprises moins compétitives.

Jacques REBILLARD (Vice-président du Conseil Régional de Bourgogne) :

Les forêts ne doivent pas être surexploitées comme la ressource des océans. Si on doit investir à vos côtés, il faut que nous le fassions à bon escient, et en concertation avec l'Etat. Si demain, le défi est celui de la plantation, il faut que ce soit une priorité acceptée par tous. On peut envisager de financer la mécanisation des plantations comme on l'a fait pour l'exploitation.